

PREFET DE LA MARNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement

REIMS, le 21 septembre 2010

Unité territoriale de la Marne

Référence : SMR OM/HV n° D r i 2010 911 APN

Vos réf. : Transmission du 5 janvier 2010 de Monsieur le Préfet de la Marne

Affaire suivie par : Hélène VINOT

helene.vinot@developpement-durable.gouv.fr

Objet : installations classées pour la protection de l'environnement

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES
au CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RISQUES SANITAIRES
ET TECHNOLOGIQUES

I – PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

Identification de l'établissement

Nom :	SCI ELSA
Lieu :	Reims
Activité :	stockage de matières combustibles
Code N.A.F :	741.J
Numéro SIRET :	330 792 078 000 17
Gérant :	M. C. CABUSEL
Téléphone :	03.26.07.00.31
Télécopie :	03.26.07.88.17
Adresse du siège social :	Z.I. Du buisson Sarrazin B.P. 3
Code postal :	51450
Commune :	BETHENY
Adresse du site :	Parc Industriel La Pompelle – rue du Val Clair
Code postal :	51100
Commune :	Reims

Activités de la direction régionale en matière de
prévision des crues, de gestion des données sur
l'eau, de développement économique, de
contrôle de la sécurité industrielle, de
construction routière, de métrologie et de contrôle
des transports et des véhicules.



Horaires d'ouverture : 8 h 30-12 h 00 / 13 h 30-17 h 00
Tél : 03.26.77.33.59 – Fax : 03.26.97.81.30
10 Rue Clément Ader – BP 177
51685 REIMS Cedex

II – SITUATION ADMINISTRATIVE

2-1 Description sommaire

La SCI Elsa appartient au groupe des Transports CAILLOT, qui compte 850 collaborateurs pour un chiffre d'affaires de 60 millions d'euros en 2008.

Le projet entraînera la création directe, à terme, d'une quarantaine d'emplois. Le projet concerne la construction de bâtiments représentant environ 12 764 m² et 9950 tonnes de matières combustibles. Le projet sera constitué :

- d'un entrepôt de stockage composé de 2 cellules, chaque cellule sera équipée de zones de chargement composées de 7 quais, de bureaux et de locaux techniques ;
- d'un local sprinkler ;
- d'un poste de gardiennage.

La plate-forme sera dévolue à l'entreposage de produits semi-finis ou finis composés :

- de vins, vins mousseux et champagne ;
- d'alcools de bouche, eaux-de-vie et liqueurs ;
- d'articles de conditionnement.

L'entreposage de ces produits sera réalisé :

- en caisse bois pour les produits semi-finis ;
- en cartons sur palette éventuellement recouverts d'un film plastique de type PVC ou polyéthylène pour les produits finis.

La plate-forme abritera l'ensemble des prestations constituant une offre de logistique globale comprenant les activités de transport, conditionnement et entreposage. Ces trois activités se déclineront en un certain nombre de fonctions :

- le picking ou copacking (conditionnement à façon) ;
- le filmage ;
- la manutention ;
- l'entreposage et le stockage ;
- le passage à quai.

L'entrepôt sera réfrigéré au besoin par le biais de deux pompes à chaleur situées dans des bâtiments attenants aux cellules de stockage.

2-2 Classement des installations et situation administrative

L'établissement comprend des installations relevant de la nomenclature des installations classées, reprises dans le tableau ci-après :

Désignation des installations taille en fonction des critères de la nomenclature ICPE	Rubrique	Régime	Quantité /unité	RA (km)
Stockage des alcools de bouche d'origine agricole, eaux de vie et liqueurs. Lorsque la quantité stockée de produits, dont le titre alcoométrique volumique supérieur à 40 % susceptible d'être présent, est supérieure à 500 m ³	2255.2	A (d)	4875 m ³	2
Stockage de matières premières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des entrepôts couverts. Le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 300 000 m ³	1510.2	E (d)	155640 m ³ 9950 t	/

Entrepôts frigorifiques, à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature. Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³ .	1511.3	D (d)	26 000 m³	/
Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des établissements recevant du public. Le volume stocké étant : 3. Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³ .	1530.3	D (d)	2 700 m³ 1250 emplacements de palettes	/
Installations de réfrigération ou de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa, ne comprimant pas de fluide inflammable et toxique, la puissance absorbée étant supérieure à 50 kW, mais inférieure à 500 kW	2920.2b	D (d)	2 compresseurs froids de 150 kW 300 kW	/
Accumulateurs (ateliers de charge d')	2925	D (d)	62 kW	/
Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 représentant une capacité équivalente totale inférieure à 10 m ³	1432	NC (d)	C_{eq} = 0,2 m³	/
Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) Le volume susceptible d'être stocké étant inférieur à 1 00 m ³	2662	NC (d)	5 emplacements de palettes 10 m³	/

A : Autorisation E : Enregistrement D : Déclaration NC : Non Classable
RA : rayon d'affichage

Au vu des informations disponibles, les installations déjà exploitées ou dont l'exploitation est projetée sont repérées de la façon suivante :

- (a) installations bénéficiant du régime de l'antériorité
- (b) installations dont l'exploitation a déjà été autorisée (et/ou déclarée)
- (c) installations exploitées sans l'autorisation (et/ou la déclaration) requise
- (d) installations non encore exploitées pour lesquelles l'autorisation est sollicitée
- (e) installations dont l'exploitation a cessé.

La portée de la demande concerne les installations repérées (d).

III – SYNTHESE DES ETUDES D'IMPACT ET DE DANGERS

La société a déposé, à l'appui de sa demande, un dossier qui analyse l'impact et les risques présentés par son projet.

3.1 – Etude d'impact

Impact visuel : Le projet implanté en zone industrielle tient compte des exigences d'urbanisme en terme d'intégration paysagère.

Eau (consommées et rejetées) : La consommation estimée est de 2 570 m³. Elle tient compte des besoins sanitaires, des besoins pour le sprinklage, pour les appoints des pompes à chaleur et pour les entretiens des espaces verts.

Les principaux rejets concernent les eaux pluviales voirie et toiture (758 m³ en retour décénal). Elles seront dirigées vers un bassin de régulation du débit de 1650 m³ pour amortir le débit d'entrée du séparateur d'hydrocarbures puis les eaux traitées seront rejetées vers un bassin d'infiltration public. Le bassin sera équipé d'un dispositif de disconnexion.

Les eaux vannes seront rejetées vers le réseau communal. Une convention de rejet sera signée avec le gestionnaire du réseau avant raccordement.

Le volume de rétention des eaux d'extinction incendie sera de 2 250 m³ (bassin de régulation et rétention des cellules).

Mise en rétention des cellules : 600 m³

L'exploitant annonce une concentration en hydrocarbures inférieure à 1 mg/l à la sortie du séparateur d'hydrocarbures.

Sols et eaux souterraines : En fonctionnement normal, il n'y aura pas de risque de pollution des sols et de la nappe

Air et odeurs : En fonctionnement normal, les rejets atmosphériques et éventuelles odeurs auront pour origine principale la circulation de véhicules.

Bruit et vibrations : Les sources d'émissions sonores proviendront de la manutention. Elle sera réalisée à l'intérieur du bâtiment. Aucune activité ne sera à l'origine de vibrations.

Déchets : Les principaux déchets générés sont de type non dangereux (papier, bois, carton, plastiques) et de type dangereux (boues du séparateur d'hydrocarbures, huiles usagées, batteries, ampoules). Ils seront entreposés avant enlèvement sur une aire dédiée étanche. Tous les déchets seront éliminés par des filières autorisées.

Trafic : Le flux prévisionnel maximal est estimé en moyenne à 25 camions par jour. La zone industrielle est adaptée à ce flux de véhicules.

Faune et flore : L'entrepôt est implanté en zone industrielle et n'a pas d'emprise sur les espaces naturels.

Effets sur la santé : Selon l'évaluation du risque sanitaire, les activités de l'établissement ne sont pas à l'origine d'effets pour la santé. Le risque sanitaire est donc exclu.

Remise en état : En cas de cessation d'activité, l'usage futur du site sera dédié à une activité industrielle, commerciale ou tertiaire.

3.2 – Etude de dangers

Intérêts à protéger :

- les habitations les plus proches sont à plus d'un kilomètre,
- aucun établissement sensible n'est recensé dans l'environnement immédiat de la SCI ELSA ;
- aucun captage d'eau n'est répertorié à proximité de l'établissement ;
- l'établissement sera situé entre la rue Marcel Hyuge au Sud Est et au Nord Est par la RN44.

Conséquences des phénomènes dangereux retenus :

Le principal phénomène dangereux retenu est l'incendie d'une cellule de stockage. L'étude initiale a abordé l'incendie d'une cellule et l'étude complémentaire a porté sur l'incendie généralisé de l'entrepôt. Dans les deux cas, les flux ne sortent pas des limites de propriété.

Conséquences sur les tiers et l'environnement :

Compte tenu que les effets des flux thermiques ne sortent pas des limites de propriété, aucun tiers ne sera impacté en cas d'incendie de l'entrepôt.

Moyens de prévention contre l'incendie :

Dispositions constructives

Cellules de maximum 6000 m² séparées par des murs REI 240, isolement des îlots, isolement des bureaux, éloignement des limites de propriété, écran de cantonnement et de désenfumage.

Dispositions organisationnelles

- Surveillance,
- Gardiennage 24 h sur 24,
- détection incendie.

Moyens de protection contre l'incendie

Organisation des secours

- Procédures d'urgence,
- formation du personnel.

Matériel de lutte contre l'incendie

- Extincteurs,
- Robinets d'Incendie Armé,
- Extinction automatique contrôlés périodiquement,
- Trois poteaux incendie d'un débit de 60 m³/h à proximité du site et réserve de 120 m³ sur site avec piquage 100 mm.

IV – INSTRUCTION DE LA DEMANDE

A – ENQUETE PUBLIQUE

Une enquête publique d'un mois s'est tenue en Mairie de Reims du 25 mai 2010 au 25 juin 2010. Les communes visées par cette enquête sont :

- Reims ;
- Cernay-les-Reims ;
- Nogent l'Abesse ;
- Puisieux ;
- Prunay ;
- Saint-Léonard ;
- Sillery ;
- Taissy ;

Rapport du commissaire enquêteur :

Dans son rapport daté du 5 juillet 2010, le commissaire enquêteur transmet ses conclusions en ces termes :

«*Considérant,*

- *Que l'enquête s'est déroulée normalement et que j'ai pu siéger aux jours et heures prévues par l'arrêté de monsieur le Préfet de la Marne.*
- *Que la publicité a été faite conformément à l'arrêté , et que les personnes qui le souhaitent, avaient la possibilité de consulter le dossier. Elles avaient également la possibilité de porter sur le registre leurs observations, ou pouvaient également les adresser à madame la Maire de Reims ou à monsieur le commissaire enquêteur.*
- *Que le projet a été mis à l'enquête publique, conformément à l'arrêté de Monsieur le Préfet de la Marne. Qu'au cours de l'enquête, aucune observation n'a été portée sur le registre.*
- *Que le pétitionnaire a représenté une étude de dangers en relation avec l'importance des risques engendrés par les installations classées exploitées sur le site. Qu'il a proposé des mesures visant à réduire les conséquences pour l'environnement et les personnes en cas de survenue d'un incident sur le site.*
- *Que dans son avis en date du 26 janvier 2010, Monsieur l'inspecteur des installations classées a constaté la recevabilité de la demande.*
- *Que la SCI ELSA, conformément à l'arrêté de monsieur le Préfet a remis dans les temps imposés un mémoire en réponses à la demande d'information sur la gestion des stocks des différentes matières entreposées.*
- *Que ce mémoire apporte des informations, sur les moyens techniques et informatiques mis en place pour le suivi de l'activité. En cas d'incidents majeurs, ils permettront de connaître l'exactitude des quantités stockées sur le dépôt. Ces moyens informatiques seront reliés et sauvegardés par un lien sécurisé avec le siège*

Pour ces raisons,

J'émet un avis favorable au projet présenté par la société ELSA dont le siège social à Bétheny, en vue d'exploiter un entrepôt de matières combustibles sur le territoire de la commune de Reims, situé Parc Industriel de la Pompelle-rue du Val de Clair.

B – COMMUNES ET COMMUNAUTE DE COMMUNES CONCERNEES

Les communes de Reims, Nogent l'Abesse, Puisieux, Prunay, Saint-Léonard, Sillery et Taissy ont été consultées mais n'ont pas émis d'avis sur le projet.

Commune de Cernay les Reims

Par délibération du 10 juin 2010, le conseil municipal de la commune de Cernay les Reims émet un avis favorable à ce projet.

Commune de Reims

Par délibération du 5 juillet 2010, le conseil municipal de la commune de Reims après avoir délibéré décide :

« - de donner un avis favorable à la demande d'autorisation d'exploiter au titre de la législation sur les installations classées de la société SCI ELSA, sous réserve des conclusions motivées du commissaire-enquêteur et des compléments d'informations requis par les services de la Communauté d'Agglomération de Reims,
- de demander aux services préfectoraux de s'assurer de la mise en place dans ces installations classées et notamment à l'égard des populations des zones d'habitations avoisinantes, de toutes les mesures de vigilances adéquates face aux risques potentiels de quelque nature qu'ils soient. »

C – AVIS DES SERVICES ADMINISTRATIFS

1) Direction départementale des territoires

Par lettre en date du 3 août 2010, le Directeur départemental des territoires formule les observations suivantes :

"Les éléments fournis à l'appui de la demande d'autorisation d'exploiter un entrepôt de matières combustibles à REIMS par la SCI ELSA n'appellent pas de remarque particulière de la part des services de la Direction Départementale des Territoires. S'agissant de l'aspect de l'eau

- Assainissement Eaux usées : RAS
- Eaux pluviales

Le bassin d'infiltration des eaux de toitures n'est pas décrit : - dimensions (superficie, profondeur) - pluie de dimensionnement (il est conseillé d'utiliser les paramètres de Montana de Reims Courcy plutôt que ceux de l'instruction technique de 1977) - capacité d'infiltration (perméabilité à justifier par des mesures in situ) - profondeur de la nappe: pour juger de la fiabilité de la mesure indiquée p.49 (Bm), il convient de préciser dans quel ouvrage elle a été effectuée et à quelle date.

S'agissant de l'aspect forêt.

Le service forêt de la cellule nature n'a aucune remarque particulière à émettre sur ce projet exploitation d'entrepôt de matières combustibles à REIMS. En effet, le projet sera réalisé sur des anciennes parcelles agricoles.

S'agissant de l'aspect urbanisme

Le projet est implanté en zone UZa du Plan Local d'Urbanisme de la commune de REIMS. L'article 2 du règlement d'urbanisme applicable à ladite zone dispose que:

- Les installations classées pour la protection de l'environnement, quels que soient les régimes auxquels elles sont soumises, y sont autorisées, excepté :

L'ouverture et l'exploitation de carrière;

Les dépôts de véhicules hors d'usage susceptible de contenir au moins 10 unités.

Le projet envisagé semble donc compatible avec le Plan Local d'Urbanisme de la commune, approuvé le 16 juin 1982, modifié le 26 février 2008 et mis à jour le 4 avril 2008.

Ce dossier recueille donc l'avis favorable de la Cellule Pilotage Urbanisme Planification de la Direction départementale des Territoires de la Marne. Cet avis ne préjuge en rien de la décision qui sera prise par Monsieur le préfet de la région Champagne-Ardenne, Préfet de la Marne.

CONCLUSION

Avis réservé en attente de la fourniture des informations complémentaires."

2) Service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile

Par lettre en date du 21 mai 2010, le Directeur du Service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile fait connaître que la réalisation de ce projet n'appelle pas d'objection de sa part.

3) Direction départementale des services d'incendie et de secours

Par lettre en date du 9 juin 2010, le Directeur départemental des services d'incendie et de secours formule les observations suivantes :

31 - Desserte - Accessibilité

a)- Respecter les dispositions suivantes pour la desserte des façades :

- Largeur : 3 m, bandes réservées au stationnement exclues.
- Force portante calculée pour un véhicule de 160 kN (avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,60 m. au minimum).
- Résistance au poinçonnement : 80 N/cm² sur une surface minimale de 0,20 m².
- Rayon intérieur minimum : 11 m.

- Surlargeur $S = 15/R$ dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 m (5 et R, surlargeur et rayon intérieur étant exprimés en mètres).
- Hauteur libre : 3,50 m.
- Pente inférieure à 15%.

b)- Aménager les voies engins desservant le périmètre de l'entrepôt de telle sorte qu'elles soient positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie du stockage.

c)- Relier les sorties de secours du bâtiment aux voies de circulation par des chemins piétons stabilisés de 1,40 mètres au minimum (ces sorties constituent des points de pénétration pour les secours).

2 - Défense incendie

a)- Poteaux d'incendie

S'assurer auprès de la société des eaux ayant en charge la gestion du réseau d'eau dédié à la défense incendie, ou de la mairie, que les poteaux d'incendie tels que mentionnés dans le dossier sont capables de fournir un débit unitaire de 60 m³/h et un débit en simultané de 180 m³/h, sous 1 bar de pression dynamique, pendant 2 heures.

b)- Réserve incendie

Le point d'aspiration doit toujours être d'un accès facile et aménagé au plus près de la réserve incendie ce, afin de constituer une aire ou une plate-forme de stationnement dont la superficie sera telle que la manœuvre des engins et la manipulation du matériel puissent s'effectuer aisément. Cette superficie sera au minimum de 32 m² (8 mètres de longueur sur 4 mètres de largeur).

La distance maximale entre l'aire de stationnement des engins d'incendie et le point d'aspiration ne doit pas excéder 6 mètres.

La réserve incendie sera utilisable à tout moment et signalée par une pancarte très visible indiquant sa capacité en eau minimum.

Le piquage permettant l'alimentation des engins de lutte contre l'incendie devra être équipé d'un demi raccord symétrique type "OSP" (1/2 raccord "sapeurs-pompiers").

En cas d'indisponibilité de la réserve incendie, opération de vidange notamment, il conviendra d'en informer le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS).

3 - Disposition administratives

Afin de réaliser le plan d'intervention a priori (entrepôt identifié comme étant un établissement répertorié), l'exploitant devra se rapprocher du SDIS.

AVIS:

L'étude de ce dossier vise exclusivement la desserte et la défense extérieure contre l'incendie.

Après examen de ce dossier, j'émet un avis favorable au projet d'autorisation d'exploiter, pour lequel je vous demande de prendre en compte les remarques formulées et que je vous prie de bien vouloir porter à la connaissance de l'exploitant."

4) Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) – ex DRTEFP

Par lettre en date du 17 juin 2010, le Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la Marne porte à notre connaissance qu'il émet un avis favorable, sous réserve du respect des dispositions du Code du Travail et de ses décrets d'application, notamment, pour ce qui concerne :

- la prise en compte des travaux en toiture (articles R 4211-3 à R 4211-5 et R 4532-95 à R 4532-96 du code du travail),
- la prévention des explosions (articles R 4227-42 à R 4227-54 et R 4216-31 du code du travail),
- les risques liés aux manutentions (articles R 4111-6 et R 4541-1 à R 4542-19 du code du travail),
- les risques liés à la circulation (article R 4224-3 du code du travail),
- l'éclairage (articles R4213-1 à R 4213-4 du code du travail).

5) Direction régionale des affaires culturelles

Par lettre en date du 20 mai 2010, le Directeur régional des affaires culturelles (service régional archéologie) nous informe que cette demande d'installations classées ne fera l'objet d'aucune prescription archéologique.

Il convient de rappeler au pétitionnaire que toute découverte fortuite de vestiges pouvant intéresser l'archéologie doit être déclarée sans délai au maire de la commune conformément à l'article L531-14 du code du patrimoine.

6) Reimsmétropole – Direction eau et assainissement

Par lettre en date du 21 juin 2010, le Vice-Président de la direction eau et assainissement de Reimsmétropole émet les remarques suivantes :

« Concernant le bruit

Une copie de la campagne de mesure de bruit, prévue dans les 6 mois suivant la fin des travaux, devra être communiquée au Service de Prévention des Pollutions et des Risques Industriels de Reimsmétropole.

Concernant la protection sanitaire

Le Règlement Sanitaire Départemental ainsi que le Règlement de l'Eau de la collectivité rendent obligatoire l'installation de dispositifs permettant de lutter contre les phénomènes de retour d'eau sur le réseau public d'eau potable.

Aussi, après son branchement, un établissement industriel doit disposer de trois réseaux indépendants:

- *Le premier réservé à l'usage alimentaire et sanitaire;*
- *Le second servira au chauffage, la climatisation, l'arrosage, le lavage... ;*
- *Le troisième utilisé notamment pour la protection incendie.*

Chaque réseau devra être protégé par un dispositif anti-retour adapté au risque de pollution potentiel.

Par ailleurs, le clapet anti-retour contrôlable installé après compteur par le service eau potable devient propriété de l'établissement, qui en assure le contrôle contrairement à ce qui est indiqué page 96. Ce dispositif ne dispense pas l'Établissement de compléter la protection sanitaire si nécessaire.

L'Établissement fournira au Service Raccordement et Exploitation des Réseaux:

- *le débit de pointe nécessaire au fonctionnement du circuit RIA;*
- *un schéma d'eau potable indiquant la nature et le positionnement des dispositifs de protection. Il précisera l'usage de l'eau à la sortie de chaque prise d'eau.*

Enfin, il est fait mention de l'utilisation de compresseurs de froid à fluide frigorigène. Comment fonctionnent ces installations?

Concernant la gestion des eaux pluviales

Il est précisé dans le dossier que le dimensionnement du bassin se fera sur la base d'une pluie d'orage de fréquence décennale. En zone industrielle, la CAR demande la prise en compte d'une pluie d'occurrence trentennale.

Concernant les eaux d'extinction d'incendie

Le projet de convention de déversement des eaux usées autres que domestiques sera complété, avant signature, d'un descriptif de la gestion des eaux d'extinction d'incendie. »

7) Autres services

Les services suivants ont été consultés mais n'ont pas émis d'avis sur le projet

- Agence Régionale de Santé ;
- Service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile ;

D – REPONSE DE L'EXPLOITANT

Nous avons fait part à la société ELSA des avis des services administratifs concernés. Elle nous a répondu le 9 septembre 2010 :

que :

Direction départementale des territoires :

« S'agissant de l'aspect eau

Le bassin d'infiltration des eaux est dimensionné selon les paramètres de Montana.

Une étude de sol intégrant des essais d'infiltration a été réalisée avant le démarrage des travaux.

Elle relève des perméabilités locales KL de:

- *$1,2 \cdot 10^{-4}$ m/s entre 1,50 et 1,80 m ;*
- *$4,1 \cdot 10^{-6}$ m/s entre 1,50 et 1,80 m sur chaque sondage.*

Pour le dimensionnement du bassin, une moyenne des 2 valeurs a été retenue.

Le bassin d'infiltration présentera donc un volume de 990 m³ (Cf. Fiche de calcul jointe).

Direction départementale des services d'incendie et de secours

1. Desserte - Accessibilité

Les dispositions sollicitées pour la desserte des façades sont déjà intégrées au projet.

Les voies engins desservant le périmètre de l'entrepôt seront décalées dans la mesure du possible, compte tenu de l'état d'avancement des travaux.

Les issues de secours du bâtiment sont déjà reliées aux voies de circulation par des chemins piétons stabilisés de 1,40 m au minimum.

2. Défense incendie

Les débits des poteaux incendie nous ont été confirmés par REIMS METROPOLE.

La réserve incendie sera équipée d'une aire de pompage de 32 m² et d'un panneautage interdisant le stationnement.

3. Dispositions administratives

Nous nous rapprocherons de vos services lorsque nous aurons une ébauche de plan d'intervention à vous soumettre.

Reims métropole – Direction eau et assainissement

Concernant le bruit

Une copie de la campagne de mesure de bruit vous sera communiquée par voie informatique ou courrier.

Concernant la protection sanitaire

Nous ne disposons que de deux branchements. Il n'y a pas de branchement chauffage ou climatisation.

Un dispositif anti-retour équipe chaque branchement.

Un schéma d'eau potable localisant la nature et le positionnement des dispositifs de protection et précisant l'usage de l'eau à chaque prise d'eau vous sera transmis lors de la réception des travaux.

Le débit de pointe nécessaire au fonctionnement des RIA vous a été communiqué dans le dossier de demande de raccordement.

Nos compresseurs de froid sont des pompes à chaleur permettant le maintien en température des cellules.

Une pompe à chaleur est un dispositif thermodynamique permettant de transférer la chaleur du milieu le plus froid vers le milieu le plus chaud.

Le circuit frigorifique transfère l'énergie grâce au changement d'état du fluide utilisé. Ce circuit est constitué d'un condenseur, d'un détendeur, d'un évaporateur et d'un compresseur. La compression et la détente permettent la production de chaleur ou de froid. La réversibilité du cycle assure donc la fourniture de chaleur ou de froid, fonction des températures souhaitées.

Concernant la gestion des eaux pluviales

A la demande de la Mairie, toutes les eaux pluviales sont infiltrées sur site. Notre projet ne génère donc aucun rejet d'eaux pluviales dans vos réseaux.

Aucune demande relative à un dimensionnement pour une pluie trentennale ne nous ayant été formulée avant cette date, le bassin de régulation a été dimensionné pour une pluie décennale.

Concernant la gestion des eaux d'extinction d'incendie

Nous sommes dans l'attente de notre projet de convention de déversement complété ».

VI – AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

VI.1 – Analyse de l'inspection des installations classées

Régime de classement

Le décret n° 2010-367 du 13 avril 2010 modifie la nomenclature des installations classées et ouvre certaines rubriques au régime de l'autorisation. En regard des éléments du dossier, l'établissement est désormais soumis au régime de l'autorisation au titre de la seule rubrique 2255 et à enregistrement pour la rubrique 1510.

L'inspection des installations classées rappelle que, lors du dépôt du dossier, l'établissement relevait du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 1510 (entrepôt couvert). Dans ce cadre, l'exploitant s'est engagé à ce que ses installations soient notamment conformes aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 5 août 2002, applicables aux installations classées sous la rubrique 1510 soumises à autorisation. Toutefois, comme mentionné ci-avant, suite à la modification de la nomenclature et au passage à enregistrement de l'établissement au titre de la rubrique 1510, de nouvelles prescriptions spécifiques aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement s'appliquent. En regard du fait que le dossier de demande d'autorisation d'exploiter ait été déposé avant la modification de la nomenclature, l'inspection des installations classées estime que les prescriptions spécifiques aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement s'appliquent en tant qu'«établissement existant» et non en tant qu'«établissement nouveau».

Conformément aux éléments mentionnés ci-avant, l'inspection des installations classées propose que l'exploitant transmette une attestation de conformité à l'arrêté ministériel du 5 août 2002 avant la mise en service de son entrepôt.

Par ailleurs, conformément aux éléments mentionnés dans le dossier de demande d'autorisation, l'inspection des installations classées a repris dans le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation les principales prescriptions techniques et organisationnelles de l'arrêté ministériel du 5 août 2002.

Incendie

Pour cet établissement, le risque majeur étudié est l'incendie.

L'étude des dangers réalisée montre que le flux thermique de 3 kW/m² ne sort pas des limites de propriété.

Les moyens d'intervention en cas d'incendie proposés par l'exploitant ont été repris dans le projet d'arrêté soit :

- trois poteaux incendie d'une capacité minimale de 60m³/h situés à moins de 100 m de l'établissement,
- une cuve de 120 m³ équipée d'un piquage pour le raccordement du matériel des services de secours,
- des extincteurs et RIA en nombre suffisant et judicieusement répartis,
- un système d'extinction automatique accompagné d'une réserve d'eau de 525 m³.

Le volume de rétention des eaux d'extinction d'incendie a été déterminé sur la base du scénario d'incendie généralisé. Ce volume sera de 2025 m³ au minimum (dispositif décrit précédemment). Il sera collecté dans un bassin de 2250 m³. L'isolement du réseau sera réalisé par une vanne asservie au système de détection automatique d'incendie. Cette disposition est reprise dans le projet arrêté préfectoral.

Un gardiennage sera réalisé sur le site 24h/24.

Enquête publique et administrative

Lors de l'enquête publique, aucune remarque n'a été faite sur le projet. Les questions posées par le commissaire enquêteur ont toutes fait l'objet de réponse par l'exploitant.

Les observations émises par le SDIS ont été reprises dans l'arrêté préfectoral article 7.3.1.1 « caractéristiques minimales de voies » et 7.7.3 « ressources en moyens d'intervention ». Le courrier a été transmis à l'exploitant pour information.

Les observations de Reims métropole ont en partie été intégrées dans l'arrêté préfectoral chapitre 4.1.2 « protection des réseaux d'eau potable ». Le courrier a été transmis à l'exploitant pour réponse.

La DIRECCTE demande que plusieurs prescriptions réglementaires du Code du Travail soient appliquées pour l'hygiène et la sécurité des travailleurs. Ces prescriptions ne peuvent être intégrées dans le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation qui ne régit pas le droit du travail. Toutefois, les remarques faites par le service ont été transmises à l'exploitant.

Mis à part cet avis, la plupart des recommandations, prescriptions ou demandes faites par les différents services de l'Etat consultés ont été retenues.

La DDT a émis un avis réservé dans l'attente de complément d'informations sur l'aspect « eaux pluviales ». Cette réserve a été levée par courrier du 16 septembre 2010. Les autres services ont émis un avis favorable au projet.

VI.2 – Propositions de l'inspection des installations classées

Consulté sur le projet d'arrêté préfectoral, l'exploitant a répondu le 9 septembre 2010.

Ses remarques d'ordre mineur ont été prises en compte par l'inspection des installations classées.

VII – CONCLUSION

Compte tenu de ce qui précède et sous réserve du respect des prescriptions édictées dans le projet d'arrêté ci-joint, nous proposons aux membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques d'émettre un avis favorable à la demande présentée par la SCI Elsa.

Rédacteur	Valideur et Approbateur
L'inspecteur des installations classées	P/le directeur et par délégation, P/ le chef de l'unité territoriale Marne, Le chef de la subdivision SMR de la Marne par intérim,
signé	signé
Olivier MONTAIGNE	Lorette JONVAL